



Au départ de Manosque et Digne 70 manifestants du département ont rejoint la mobilisation à Marseille.

Santé. Le collectif pour une réa à Manosque avait appelé à manifester hier aux portes de l'Agence Régionale de Santé, à Marseille

« Sur tous les sujets abordés : aucune réponse »

MARSELLAISE
27/01/11

■ L'appel à manifester lancé par le Collectif « pour une réa à Manosque » a été entendu. Appel relayé par les syndicats CGT et Sud Santé PACA, la mobilisation a effectivement pris une tournure régionale. Ils étaient hier 200 à porter leurs revendications à Marseille, aux portes des l'ARS, Agence Régionale de Santé : représentants de la Mutualité et de la Sécurité sociale, des hôpitaux publics des Alpes de Haute Provence mais aussi des Bouches du Rhône, du Vaucluse et du Var, ainsi que de cliniques privées d'Aix et Mar-

seille. Des élus aussi étaient dans les rangs, les conseillers généraux 04 Yannick Philipponneau, Raymond Bressand et Roland Aubert, le maire de Ste-Tulle Rémy Charpy, J. Marc Coppola et Nathalie Lefèbvre pour la Région. Une délégation a été reçue, par Norbert Nabet, directeur adjoint de l'ARS. Porte parole du Collectif « réa », Jean-François Pellarey nos rend compte d'une entrevue qui n'aura satisfait à aucune des attentes : « Sur tous les sujets abordés, nous n'avons eu aucune réponse, si ce n'est un discours technocratique qui

s'appuie sur un calendrier difficile à mettre en œuvre et un Schéma Régional d'Organisation Sanitaire pas encore construit. Concernant la réa à Manosque, l'ARS se retranche sur l'étude devant évaluer les besoins sur le 04, alors que nous savons que cette étude est sur le bureau du Ministre Bertrand depuis le 3 janvier. C'est une stratégie pour encore gagner du temps pendant que 18000 citoyens attendent une décision dans les plus délais. Et comment justifier les fermetures de services dans les hôpitaux de Sisteron, Digne, Gap, Pertuis... ? » Suite à ce nouvel épi-

sode de l'épopée pour une réa à Manosque, les organisateurs de la mobilisation poursuivent l'action pour dénoncer des « ARS qui ne prennent pas en compte les besoins des citoyens. Nous les décrétons dangereuses pour les populations de PACA et de France. » S'annoncent dans les semaines à venir des manifestations dans toute la région, contre le démantèlement du service public de la santé. « Exécutantes des basses œuvres de la loi Bachelot, en quelques mois l'ARS a fait l'unité contre elle ».

NADIA VENTRE